

## Les indépendants ont fait les frais de la guerre du prix de l'essence

LISA BINSSE

Outre l'automobiliste, le grand gagnant de la guerre du prix de l'essence, qui parmi les pétrolières en a bénéficié le plus ? Ultramar, disent certains, les majeurs répondent d'autres. Une chose ne fait aucun doute, ce sont les détaillants indépendants qui ont écopé. Et cette guerre, qui aurait coûté 50 millions à l'industrie, n'est pas finie.

C'est à tout le moins ce qu'indique un relevé de la firme ontarienne Kent Marketing Services dont *La Presse* a obtenu copie. Cette société, bien connue dans l'industrie, fait notamment un relevé des volumes d'essence vendus au pays aux deux semaines.

Montréal et d'autres régions du Québec ont vécu ce que plusieurs qualifient de la pire guerre de prix de l'essence ordinaire à la pompe entre le 20 juin et le 9 juillet.

Le dernier relevé de Kent, dans la grande région de Montréal, pour les semaines du 21 juin et du 5 juillet, indique que le volume des ventes chez Ultramar et les grandes pétrolières, Petro Canada, Esso et Shell, a augmenté de façon appréciable. Dans la majorité des cas, ces sociétés ont vu leur part de marché grimper aux dépens des détaillants d'essence indépendants.

Les détaillants indépendants, pendant cette période, ont vu leur part de marché dégringoler de plus de 3 %, confirmant ainsi les craintes exprimées par plusieurs à l'effet que des indépendants pourraient disparaître en raison de la guerre

de prix déclenchée 24 heures après l'annonce du programme Valeur Plus d'Ultramar. Dans le cadre de ce programme, Ultramar s'engage à jumeler le prix le plus bas.

Ultramar, dont le bénéfice net au deuxième trimestre s'établit à 28,4 millions \$ US, a reconnu que ses ventes d'essence ont augmenté substantiellement dans l'ensemble du territoire québécois pendant cette période. La guerre a donné lieu à des plaintes devant le Bureau de la concurrence.

Ces données ne surprennent pas Gérard Bétournay, directeur des relations publiques et affaires gouvernementales pour l'Association des distributeurs indépendants de produits pétroliers (ADIP), qui s'insurge contre cette guerre qui, quoique moins voyante, perdure et « nous fait mourir à petit feu. C'est le martyr chinois ! »

Présentement, on peut faire le plein dans la région métropolitaine à des prix oscillant entre 54,9 et 57,9 cents le litre, soit environ au prix coûtant (voir tableau). Le prix viable serait de 61,9 cents le litre. M. Bétournay a rappelé

qu'Ultramar fournit 60 % du volume d'essence des indépendants et elle leur vend l'essence à 55 cents le litre, en incluant les différentes taxes.

« Si cette guerre se poursuit, a-t-il affirmé en entrevue, la moitié des 1500 stations-service de marques indépendantes vont disparaître cette année. » Maurice Maisonneuve, président de l'Association des services de l'automobile du Québec, va plus loin. Même si la situation se replace, il croit qu'il y aura des victimes parce que ces derniers ne pourront pas récupérer les sommes perdues.

M. Bétournay demeure convaincu qu'Ultramar, qui s'en défend bien, veut aller chercher le volume des indépendants. Pendant la guerre de prix de trois semaines, a-t-il dit, Ultramar a grugé une bonne part du marché des indépendants, mais elle l'a perdu en revenus.

M. Bétournay a expliqué qu'Ultramar, dont le réseau est qualifié d'inefficace par plusieurs parce qu'il y a trop de stations-service par rapport au volume d'essence vendu, veut forcer les petits indépendants à fermer boutique. « La seule façon de fermer des stations-service, c'est en étouffant les indépendants. » À long terme ce sont les consommateurs qui souffriront de la disparition de la concurrence, d'où la demande de l'ADIP à Québec de légiférer pour protéger la concurrence.

### Prix de l'essence

26 juillet 1996

55,9¢

Prix à la pompe (cents / litres)

Taxes provinciales  
Fixe: taxe sur le carburant 16,70¢  
TVQ et services 3,63¢

Taxes fédérales  
Fixe: Taxe d'accise 10,00¢  
TPS 3,91¢

Marge du distributeur  
et du détaillant 00,41¢

Coût du brut 21,25¢

Source: ADIP

Infographie La Presse

#### CETTE SEMAINE

##### Lundi

■ L'assemblée annuelle de Leader, prévue pour aujourd'hui, a été reportée à une date ultérieure. Le comité spécial du conseil d'administration de l'entreprise, formé à la demande de la Bourse Montréal pour évaluer les mesures à prendre dans le cadre du conflit qui oppose deux groupes d'actionnaires, a précisé dans un communiqué que l'assemblée se tiendra avant le 1<sup>er</sup> octobre. Les actionnaires seront informés de la date d'ici le 2 août. La compagnie fera des représentations à la Bourse de Montréal sur les circonstances et motifs du report de l'assemblée d'ici le 31 juillet.

### La clé : une hausse des salaires ?

Presse Canadienne  
OTTAWA

Si vous voulez relancer la consommation, vous feriez mieux de ne pas miser sur une baisse des taux d'intérêt. Selon une nouvelle étude, ce dont les gens ont vraiment besoin, c'est plutôt d'une augmentation de salaire.

Les taux d'intérêt ont chuté depuis 14 mois, grâce aux efforts de la Banque du Canada qui veut encourager les consommateurs à dépenser pour stimuler une économie moribonde.

Les résultats sont jusqu'ici discutables, et une étude effectuée par une grande maison de courtage suggère que la Banque du Canada fait fausse route.

« La, et nous voulons souligner LA force stimulante qui encourage la demande de consommation est l'augmentation du revenu », écrit Michael Manfred, économiste en chef chez Scotia Capital Markets.

M. Manfred soutient que la stimulation de la demande de consommation passe à 96 % par les augmentations de salaire. Le deuxième facteur en importance est la croissance de la valeur de l'actif des individus, comme les actions et les obligations. Loin derrière arrivent les baisses de taux d'intérêt.

#### DOSSIER

## Roussel Uclaf à l'heure d'Hoechst

CHRISTINE LAGOUTTE  
Le Figaro

Depuis plusieurs années, le développement du laboratoire français Roussel-Uclaf se fait au rythme des réorganisations. À peine achevé le processus d'intégration entre les activités de Hoechst et celles de Roussel-Uclaf, une nouvelle page d'histoire s'est tournée l'année dernière pour le laboratoire.

L'acquisition de la société américaine Marion Merrel Dow en juin 1995 par le groupe allemand Hoechst, maison mère de Roussel-Uclaf, a eu en effet d'importantes conséquences sur l'activité et le développement du Français.

Le poids de Roussel-Uclaf au sein de la nouvelle entité HMR (Hoechst Marion Roussel) s'est en effet trouvée sensiblement réduite: Roussel qui représentait 46 % du chiffre d'affaires de l'ensemble Hoechst Roussel avant l'acquisition américaine, ne pèse désormais plus que 32 % des quelque 15 milliards de dollars (CAN) de ventes de HMR. De même, les taux de participations de Roussel-Uclaf au sein des filiales communes créées en Europe et en Amérique latine avec Hoechst, ont été revues à la baisse dans la structure HMR.

Le programme de réorganisation décidé en décembre dernier par le comité exécutif de HMR impose aujourd'hui au groupe français présidé par Jean-Pierre Godard un certain nombre d'adaptations, tant en termes industriels qu'au niveau de la recherche et du développement.

Il convient toutefois de recon-

naître que l'organisation de Roussel-Uclaf est sans doute moins touchée que d'autres entités du groupe par les restructurations. Une situation liée en partie aux efforts importants déjà consentis par le groupe pharmaceutique pour réussir son intégration avec Hoechst.

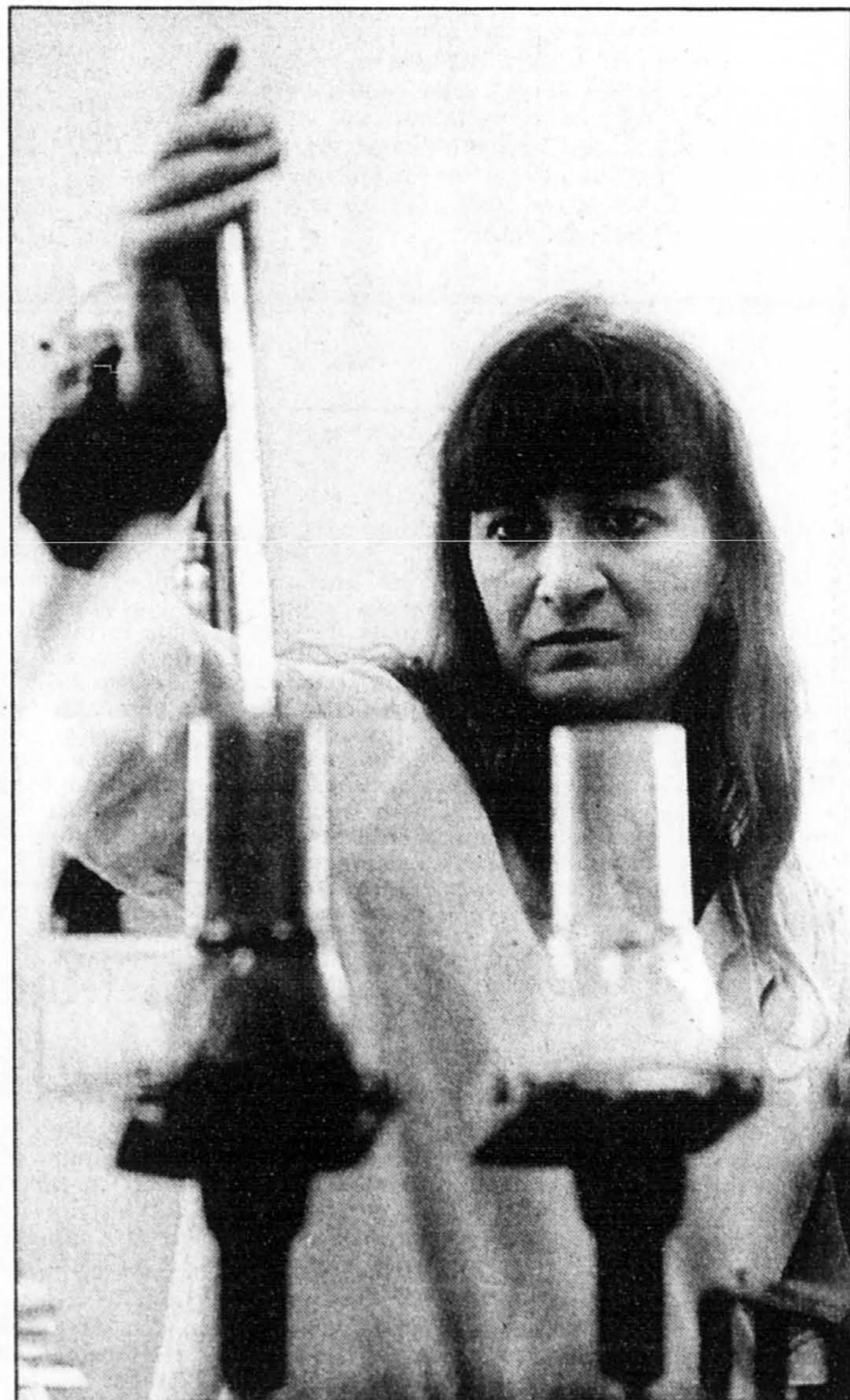
Dans la structure HMR, Roussel-Uclaf conserve l'intégralité de ses sites, à l'exception du centre de recherche de Strasbourg et de l'usine de conditionnement de Bourgoin-Jallieu en Isère, qui ont vocation à être cédés.

C'est sans doute dans la recherche et le développement que la rationalisation des programmes a été la plus sévère pour Roussel-Uclaf, même si le centre de Romainville a été confirmé parmi les trois sites du groupe à travers le monde, aux côtés de Francfort et de Bridgewater aux États-Unis. La nouvelle répartition des domaines l'a en effet obligé à ramener de quatre à deux ses axes de travail, abandonnant au passage l'endocrinologie et l'immunologie-rhumatologie.

Au total, la rationalisation mise en oeuvre par HMR, dont les effets devront être visibles dès la fin 1997 en termes de rentabilité opérationnelle, de croissance des ventes et de réduction de 30 % des délais en recherche, touche environ 10 % des effectifs totaux de Roussel-Uclaf (8000 personnes).

Refusant de procéder par voie de plan social, la direction du groupe a négocié un accord de préretraite volontaire à temps complet ouverte dès 56 ans. Les salariés concernés partent avec 90 % du salaire net pour vingt ans d'ancienneté, le taux descendant jusqu'à 70 % pour des anciennetés comprises entre cinq et neuf ans.

Voir ROUSSEL en B 4



Avec un budget de recherche-développement de moins de 500 millions cette année, Roussel-Uclaf reste pourtant un pôle de recherche significatif pour HMR, mais avec une vision à long terme différente.

Hydro Québec  
présente  
**LES FRANCOFOLIES DE MONTREAL**  
en collaboration avec  
Bête d'Al

LES ÉVÉNEMENTS

Hydro Québec

La Presse

CITE

CKAC 750



**MICHEL FUGAIN**

Vendredi 2 août, 20h00

Salle Wilfrid-Pelletier  
Place des Arts

Billets en vente au 790-1245

# Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON  
ÉDITEUR ADJOINT  
MARCEL DESJARDINS  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION  
ALAIN DUBUC  
ÉDITORIALISTE EN CHEF

## Moyen-Orient: au point mort

**L**e premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a rencontré le président égyptien Hosni Mubarak et son ministre des Affaires étrangères David Lévy a rencontré le chef de l'OLP Yasser Arafat.

Le monde a ainsi pu constater que le processus de paix n'est pas mort avec la victoire du Likud aux dernières élections. Mais il n'avance pas non plus. Il faudra d'heureuses initiatives pour le tirer de là, et tous les regards se portent vers M. Netanyahu et ses difficultés avec ses partenaires.



Frédéric Wagnière

Pour les diplomates, il est toujours possible de chercher la solution idéale qui permet à chacun d'y trouver son avantage sans avoir à faire des concessions excessives. Mais M. Arafat et M. Lévy sont avant tout des politiciens et des chefs de parti. Ils se rendent compte qu'il y a tout un monde qui s'impatiente et qui est prêt à brouiller les cartes pour obtenir un résultat.

À peine M. Netanyahu avait-il pu relâcher les contrôles sur la circulation entre Israël et les territoires occupés, qu'un attentat l'oblige à les réimposer dans toute leur rigueur. Il est clair que ce genre d'incident exaspère les Palestiniens qui perdent plusieurs millions de dollars par jour s'ils ne sont pas capables de travailler en Israël. Le bouclage et l'incertitude qui l'entoure pourrait facilement provoquer une nouvelle insurrection, dont M. Arafat pourrait être autant la victime que les Israéliens.

L'incertitude pousse également les Israéliens à vouloir des garanties plus solides à l'égard des Palestiniens. Cela se traduit le plus souvent par une volonté renforcée de maintenir les colonies de peuplement et les points d'appui de l'armée dans les territoires occupés. La possibilité d'une nouvelle flambée de violence s'accroît et la décision de M. Netanyahu, de permettre l'agrandissement des colonies actuelles et, éventuellement, l'établissement de nouvelles, contribue à l'inquiétude des deux côtés.

Tout cela ne serait pas nécessairement très grave si Israéliens et Palestiniens sentaient que M. Netanyahu mûrissait une politique de paix et qu'il serait capable de la faire accepter par son gouvernement. Itzhak Rabin et Shimon Peres avaient amené les négociations à un stade crucial: une certaine confiance commençait à régner entre eux et les dirigeants palestiniens, ce qui devait leur permettre d'entrer dans le vif du sujet.

Le principe de l'échange de terres contre la paix et la sécurité est à la base du processus de paix, mais il n'a jamais été défini de façon concrète. Ce travail aurait sûrement été extrêmement difficile, même pour un diplomate chevronné comme M. Peres.

Un homme nouveau comme M. Netanyahu ne peut évidemment pas compter sur une longue expérience de négociations — en secret, puis ouvertes — avec les Palestiniens. Mais il peut combler cette lacune par des idées nouvelles et le rejet de vieux tabous qui empêchent de trouver l'harmonie. On ne peut s'empêcher toutefois de penser que, même s'il a des idées brillantes, M. Netanyahu n'a pas la force de caractère pour les faire avaler par son parti et son gouvernement.



REPRISE DU 10.06.96

## Opinions

### L'armée et la liberté d'expression

FRANCINE OUELLETTE

Le caporal Michel Purnelle serait congédié de l'armée canadienne pour avoir osé dévoiler publiquement ce que ses supérieurs lui avaient ordonné de taire. Le congédiement annoncé pour de tels motifs interpelle chaque citoyen et de façon encore plus aiguë, toute personne vivant, travaillant dans une organisation publi-

que. Que faire quand la loyauté envers ses supérieurs immédiats vient en contradiction absolue avec sa morale individuelle? En contradiction avec les intérêts de l'institution qu'on sert dont les officiers devraient être les gardiens mais ne le sont pas nécessairement? En contradiction avec le bien public, son droit démocratique à savoir comment sont dépensées et gérées ses taxes? Obéir aux ordres, se taire, par crainte des représailles sont ce que les officiers nazis ont fait il y a 50 ans et dont l'histoire se rappelle. Contester, critiquer et dénoncer, exercer son droit à la liberté d'expression malgré les ordres ou les intimidations et devenir un martyr me

semble un prix cher payé pour exercer un droit qu'on nous dit être une des grandes richesses de la démocratie dans laquelle on vit.

Soldats ou travailleurs du secteur public sont à même de voir des gaspillages de ressources matérielles et de ressources humaines, abus de toutes sortes qui hérissent grandement leur sens civique mais tous sont relégués à la passivité complice car la responsabilité individuelle est découragée et suicidaire. Que vaut ce droit à la liberté d'expression quand l'exercer vous attire l'exclusion sans appel, le congédiement ou ses variantes moins spectaculaires que sont la démotivation, les contrôles vexatoires au

quotidien, le retrait de droits ou privilèges acquis, l'ostracisme, les pressions à la démission quand on n'a pas de motif de congédiement?

Le risque courageux pris par le caporal Purnelle, bien peu osent le prendre. Les officiers militaires ou non militaires qui exercent le pouvoir dans les organisations publiques disposent en effet d'un arsenal de dissuasion et d'une cohésion de classe formidable pour forcer au silence les petits qui voient, savent et sont à leur merci.

Des informations du genre de celles que le caporal Purnelle dévoile sur l'armée canadienne, les employés du secteur public s'en échangeront des encyclopédies entières en privé en sachant fort bien que de porter cette information au vu et au su du public contribuable les expose aux pires représailles derrière les portes closes des patrons ou officiers qui ne savent que trop bien que la rétention de l'information est leur instrument de pouvoir le plus efficace.

La liberté d'expression un droit démocratique dont on jouit? Oui, si vous vous sentez l'âme d'un martyr.

## Répliques

### Bulletins rejetés et rejet du problème

Notre étude sur les bulletins rejetés lors du dernier référendum (*La Presse*, le 11 avril), continue de susciter non seulement des critiques intempestives et des attaques personnelles (Cloutier et Drouilly, *La Presse*, 2 mai et 15 juillet) mais aussi des critiques plus réfléchies et plus factuelles (Nadeau, Blais et Guérin, *La Presse*, le 19 juin).

Il reste que, dans tous les cas, nos critiques ignorent complètement un point essentiel de notre étude originale, un point que nous avons réitéré subséquemment (*La Presse*, le 31 mai), mais qu'on con-

tinue de passer sous silence.

Nous avons écrit qu'en excluant les bureaux de scrutin présumés sous enquête, on obtenait « des taux de rejet presque identiques... indépendamment du niveau d'appui accordé au OUI ou au NON ». Nos critiques, et en particulier Nadeau et ses collègues, après une étude analogue à la nôtre, en sont arrivés à la même conclusion. Mais par la suite la différence avec notre étude est fondamentale. L'investigation de ces derniers s'arrête là, avec la conclusion que l'association initialement observée entre les bul-

letins rejetés et le vote « est essentiellement attribuable à deux cas déviants, Chomedey et Marguerite-Bourgeoys ».

Notre étude, au contraire, allait plus loin. Même en excluant les bureaux de scrutin présumés sous enquête, nous observons qu'il y avait « deux fois plus de bureaux de scrutin » avec un taux de rejet supérieur à 5% « parmi ceux où l'appui pour le NON était le plus fort. Nous confirmons ces résultats dans une analyse plus détaillée après publication de l'enquête Côté-Gold et nous écrivions: « Que s'est-il passé

en particulier dans les 591 bureaux de scrutin — au delà des 290 examinés dans l'enquête — avec des taux de rejet de 5% ou plus et où le NON avait tendance à être plus fort? » (*La Presse*, le 31 mai).

Ces résultats et cette question continuent toujours d'être totalement ignorés par nos critiques, après l'avoir été dans l'enquête Côté-Gold. Tout ceci suggère pourtant que le problème des bulletins rejetés dépasse les deux seules circonscriptions de Chomedey et de Marguerite-Bourgeoys.

Tout en écrivant qu'il ne faut pas

« minimiser la gravité du problème des bulletins rejetés », Nadeau, Blais et Guérin concluent en suggérant « la tenue d'un débat sérieux et réfléchi sur les règles de dépouillement des bulletins de vote au Québec », ce dont nous convenons entièrement. Mais avant de tenir un tel débat, il serait important de ne pas pousser sous le tapis une partie du problème devant soutenir ce débat.

Maurice PINARD  
Janusz KACZOROWSKI  
Andrew ORKIN

### Y a-t-il eu vraiment abus à la SAQ?

Madame Claudette Tougas,

C'est dommage que vous n'ayiez pas pris la peine de communiquer avec nous avant d'écrire votre éditorial du vendredi 19 juillet dénigrant ce que vous appelez « les abus de la SAQ ».

Nous aurions pu vous dire que cette « règle aberrante » que vous admettez ne pas connaître est le « règlement sur les modalités de vente des boissons alcooliques par les titulaires de permis d'épicerie ». Que ce règlement est un règlement

du gouvernement du Québec. Qu'en vertu de ce règlement, seule la SAQ est autorisée à commercialiser dans le réseau des épiciers et des dépanneurs un maximum de huit vins d'appellation contrôlée. Que tous les autres vins doivent être des vins de table sans appellation d'origine et sans indication de cépage.

Nous aurions pu vous dire aussi que les normes d'étiquetage et d'habillage des boissons alcooliques sont celles qui sont définies en vertu de la loi et du règlement sur les aliments et drogues et en

vertu de la loi et du règlement sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation.

Nous aurions pu vous dire que la responsabilité de faire appliquer ces règles de présentation des produits alcooliques incombe à la SAQ en vertu de sa politique de mise en marché adoptée par le conseil d'administration de la SAQ, publiée et distribuée à tous les fournisseurs de la SAQ et à laquelle tous les fournisseurs de la SAQ s'engagent contractuellement à se conformer.

La SAQ ne fait pas les lois, elle les respecte. Elle ne fait pas les ré-

glements, elle les applique, comme elle applique les politiques qu'adopte son conseil d'administration et qu'acceptent ses fournisseurs.

Dans le cas du *Caballero de Chile*, auquel vous faites référence dans votre éditorial, nous croyons que ce produit n'est pas conforme à la proposition d'habillage initialement soumise par le fournisseur et approuvée par la SAQ. Nous demandons donc au fournisseur d'apporter les corrections nécessaires pour que son produit soit conforme à la présentation (étiquette, collerette

...) sur laquelle nous nous étions mutuellement entendus.

Pour éviter que la commercialisation du *Caballero de Chile* ne soit interrompue, nous avons même, le 10 juillet dernier, offert au fournisseur de distribuer les 3 000 caisses de produits à l'habillage non-conforme que nous avions en entrepôt, à la condition que la présentation des stocks à venir soit corrigée pour respecter les arrangements convenus. Ce que le fournisseur a refusé...

Claude-J. Marier  
vice-président  
Société des alcools du Québec

### Un cas de désinformation à *La Presse*?

Se pourrait-il que « le plus grand quotidien français d'Amérique » soit enclin à la désinformation sélective? A-t-on peur à *La Presse* de nommer un chat, un chat? Deux articles dans *La Presse* du dimanche 21 juillet me laisse perplexe à ce sujet. Le premier: « Vol à main armée dans un restaurant d'Ahunt-

sic. » Trois jeunes hommes armés ont fait irruption dans un restaurant en séquestrant et dévalisant les personnes qui s'y trouvaient. Aucune mention dans l'article de ce que tout le monde avait pu constater la veille à la télévision, à savoir que les jeunes impliqués étaient d'origine haïtienne. La page sui-

vante nous apprend une tentative de meurtre contre un chauffeur de taxi. Ainsi peut-on lire: « Vers 22 h 15 deux hommes blancs ont alors exigé qu'il leur remette les recettes de la journée. »

Dois-je en conclure à chaque fois qu'un forfait soit accompli et qu'il n'est pas mentionné qu'il le soit par des Blancs, qu'il implique

automatiquement des Noirs? Le « Politically correct » a ses limites et qu'en est-il de cette société où le fait de mentionner une ethnie devient une faute grave? Voyez-vous, si un Blanc est un salaud, je le traiterai de salaud en pleine face et personne ne dira rien, si un Noir est un salaud, j'aurai exactement la

même attitude... Je me ferai alors traiter de raciste... Est-ce bien normal? Merci à l'avenir de ne pas encourager par vos écrits ou vos omissions volontaires une confusion hélas bien à la mode de nos jours.

Laurent CANON  
Montréal

# Monde

L'EXPRESS  
INTERNATIONAL



ÉTATS-UNIS

## Politique étrangère

La diplomatie de l'administration a été menée avec trois grands objectifs, la gestion de l'après-Guerre froide, les menaces sur la sécurité, et la promotion du commerce international, a déclaré le président Bill Clinton en défendant son premier mandat à moins de quatre mois de l'élection présidentielle américaine, dans une interview hier au *New York Times*. Se référant au tournant qu'a été la victoire des républicains aux législatives de 1994, le président démocrate a affirmé : « les gens ont pour la première fois eu une vision claire des choix pour l'Amérique entre la vision exprimée par la majorité républicaine au Congrès et la mienne ».

d'après AFP

ISRAËL

## Sang falasha

Une polémique se développe en Israël après la justification hier par une commission officielle de la destruction de dons de sang de juifs originaires d'Éthiopie, de crainte d'une contamination par le virus du sida. Dans son rapport publié hier, la commission recommande qu'il n'y ait pas de destruction systématique de ces dons de sang mais propose des règles strictes pour les contrôler. Les Éthiopiens juifs (Falashas), qui avaient provoqué des émeutes en janvier lorsque la presse avait révélé que leurs dons de sang étaient rejetés, une mesure jugée « raciste », étaient abasourdis par les conclusions de la commission.

d'après Reuter

RWANDA

## Des armes saisies

Le Zaïre a intensifié les fouilles à bord des avions et autres véhicules du HCR et des ONG après avoir découvert, jeudi, des cargaisons d'armes destinées à l'armée rwandaise à bord d'un avion affrété par Oxfam, Care et Caritas, qui travaillent avec le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés. Selon le ministre zairois de l'Information Bogun Makeli, le DC-8 provenait d'Ostende, en Belgique, et se dirigeait vers Entebbe, en Ouganda. Le rapatriement des réfugiés rwandais au Zaïre est entre-temps au centre de pourparlers à Kigali entre les deux pays. Les délégations sont conduites par les ministres des Affaires étrangères, le Zairois Jean-Marie Kitiwira Tumansi et le Rwandais Anastase Gasana.

d'après Reuter et AFP

NUCLÉAIRE

## Pourparlers

Les États-Unis et la Russie vont tenter à partir d'aujourd'hui à Genève de faire approuver par les 61 pays concernés le projet de Traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT) et ils se préparent à affronter la farouche opposition de l'Inde. Celle-ci refuse le texte actuel en expliquant qu'elle ne peut renoncer au nucléaire militaire si les puissances nucléaires existantes ne s'engagent pas dans le même temps à supprimer leurs arsenaux atomiques. « Dans sa forme actuelle, le traité vise à demander à l'Inde de renoncer à son option nucléaire. Nous ne pouvons accepter cela », a-t-il dit hier Kumar Gujral, ministre indien des Affaires étrangères. La Chine a elle aussi des réserves sur le projet.

d'après Reuter

KURDES

## L'Irak intervient

Deux mille soldats iraniens ont pénétré dans le nord de l'Irak et étaient aux prises hier avec des combattants kurdes iraniens, a affirmé l'opposition kurde, alors que Téhéran faisait état de bombardements sans confirmer l'entrée de ses troupes en Irak. Des centaines de familles kurdes fuyaient la zone de combats et de bombardements et réclamaient l'intervention de l'ONU pour les ramener chez eux. Depuis plusieurs jours, l'agence Irna fait état de tentatives d'infiltration et d'attaques isolées des rebelles kurdes contre des villages iraniens.

d'après AFP

# Les pays du G7 unis contre le terrorisme

d'après Reuter et AFP  
PARIS

Sous le choc de l'attentat d'Atlanta et de l'explosion en vol du Boeing de la TWA, le G7 et la Russie ( P8, p pour politique ) se réunissent demain à Paris pour concrétiser leur volonté de lutte contre le terrorisme.

Cette conférence des ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur fut décidée au Sommet de Lyon, le 29 juin, quatre jours après l'attaque au camion piégé qui avait tué 19 soldats américains sur une base en Arabie saoudite.

Modifiant l'ordre du jour, les Sept rédigèrent une déclaration qui consacrait la lutte contre le terrorisme « priorité absolue ». Ils retinrent le principe de la conférence ministérielle de Paris et recyclèrent 40 mesures de lutte contre la violence politique et la criminalité internationale.

Hier, le président américain Bill Clinton appelait la communauté internationale à prendre « de fortes sanctions » contre tous les pays « qui prarrainent ou commettent des actes de terrorisme », et il a nommé l'Irak, l'Iran, la Libye et le Soudan.

Clinton, qui parlait à la Nouvelle Orléans devant une assemblée d'anciens combattants, a aussi appelé le Congrès à voter de nouvelles

mesures antiterroristes, dont un renforcement des pouvoirs du FBI en matière d'écoutes téléphoniques.

Il a indiqué avoir invité les leaders du Congrès, dont le speaker républicain de la Chambre Newt Gingrich et le chef de la majorité au Sénat Trent Lott, ainsi que le directeur du FBI, Louis Freeh, à une rencontre aujourd'hui à la Maison-Blanche.

À deux jours de la conférence du P8, le président américain a déclaré que « les terroristes sont souvent soutenus par des États, et ces États doivent faire l'objet de fortes sanctions ».

La Maison-Blanche a indiqué que Clinton signerait prochainement une loi votée par le Congrès qui vise à imposer des sanctions à toute entreprise étrangère investissant au moins 40 millions dans les secteurs pétrolier ou gazier d'Irak et de Libye.

La mesure a suscité une forte op-

position en Europe, les membres de l'UE affirmant que leur « dialogue critique » avec le régime de Téhéran est plus efficace que l'embargo pratiqué par Washington.

Pour Jacques Chirac, « la conférence ministérielle du G7 devra permettre l'adoption de nouvelles mesures pour accentuer l'effort concerté de nos pays face aux menaces qui nous concernent tous ».

Ce contexte donne au P8 une « obligation de concret ». « Il faut que les ministres annoncent quelque chose demain », déclare-t-on de source diplomatique. Les mesures qui seront prises « vont lier les huit mais elles intéressent aussi tous les autres acteurs de la communauté internationale ».

Le consensus espéré pourrait se fonder sur un projet britannique en trois volets, policier, politique et judiciaire, précise-t-on de même source.

Le plan propose de donner un cadre au partage des informations et de la formation dans la prévention et la riposte aux attentats. Il recommande l'adoption d'une résolution de l'ONU contre la préparation, l'incitation et le financement des attaques et le renforcement des lois antiterroristes dans le monde.

## Sus au libéralisme

Rencontre mondiale chez les zapatistes

d'après AFP  
OVENTIC, Mexique

Depuis le « territoire rebelle » des montagnes du Chiapas, dans le sud du Mexique, les zapatistes ont appelé ce week-end « tous les hommes simples et ordinaires qui n'ont pas de lendemain » à opter « pour la vie, contre la mort » en résistant au néolibéralisme.

Dans un espace ouvert entre les champs de maïs à 3000 mètres d'altitude, près du village d'Oventic, à une heure de route de San Cristobal, quelque 2500 personnes de 42 pays ont assisté dans la nuit de samedi à l'inauguration de la première « Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme », organisée par l'Armée zapatiste de libération nationale.

Jusqu'au 3 août, les indiens tzotzils, tojolabals, tzeltals ou chols, paysans pauvres souvent illettrés, en habits traditionnels, accueilleront dans cinq communautés de la région une assistance bigarrée d'intellectuels et sociologues chevronnés, de jeunes membres de mouvements « alternatifs » les plus divers, de moins jeunes délégués de vieux partis de gauche, des représentants des Indiens des États-Unis ou de la rébellion kurde, parmi d'autres.

Logés pour la plupart dans des baraques en bois dressées pour l'occasion dans la montagne, où ils dormiront dans leur sacs de couchage sur des hamacs ou à même le sol, les participants assisteront à des tables rondes sur les différents aspects du néolibéralisme et la façon de le combattre.

Dans un bref discours, le « commandant David » a demandé à tous de s'exprimer librement dans ce « lieu de rencontre de toutes les pensées et de tous les coeurs des hommes dignes de tous les continents » pour échanger idées et expériences dans le combat contre un « système de mort, d'oppression et d'exploitation ».

« Des milliers de petits mondes des cinq continents tentent ici le début de la construction d'un monde nouveau et bon, c'est à dire un monde où cohabitent tous les mondes », a pour sa part indiqué le chef de l'EZLN, le sous-commandant Marcos, dans un discours lu par la commandante Ana Maria à la séance dont il était absent.

Sur l'estrade avaient pris place une douzaine de commandants de l'EZLN en uniforme noir et brun, encagoulés et armés de fusils AK-47 ou de simples carabines.

Parmi les personnalités présentes figurent l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano, les sociologues français Alain Touraine et Alain Lebot, et le cinéaste russe Pavel Lunguin. Danielle Mitterrand, la veuve de l'ancien président français, et le philosophe Edgar Morin étaient attendus hier.



PHOTO PC

## La marine russe à l'honneur

Les Russes ont célébré hier le 300<sup>e</sup> anniversaire de leur marine avec des festivités où dominaient les hommages à Pierre le Grand, père de la marine russe. Des navires ont défilé dans plusieurs ports, dont Saint-Petersbourg et Sébastopol. La marine canadienne était aussi de la partie: sur la photo, des marins de la frégate HMCS Montreal tirent une salve d'honneur à l'entrée du port de Saint-Petersbourg.

REPÈRES/Burundi

# L'apartheid noir

JOONEED KHAN

Le major Pierre Buyoya, chef putschiste re-né du Burundi, promet pour cette semaine un gouvernement « de large union nationale » : à la tête de l'armée aux mains de la minorité tutsie, qui contrôle aussi Bujumbura, la capitale, les grandes villes, l'économie et l'appareil d'État, il pense répliquer le « modèle rwandais » d'un réel pouvoir militaire FPR-tutsi à visage politico-civil hutu.

Les premiers jours du coup d'État burundais ont cependant rappelé davantage celui d'Haiti en septembre 1991 : une armée liée à une oligarchie féroce qui écarte un gouvernement démocratiquement élu — le premier du pays —, et qui prétend le faire « pour sauver le pays », un homme fort proche de certains secteurs américains (il est rentré des États-Unis pour chapeauter le putsch), un spin de la part de plusieurs chancelleries et ONG pour le présenter comme un « modéré » avec qui « on peut faire affaire ».

Putschiste tutsi ayant renversé un autre putschiste tutsi, le colonel

Jean-Baptiste Bagaza, en 1987, Buyoya ouvrit certes la voie à la démocratisation qui aboutit, en 1993, à l'accession historique de la majorité paysanne hutue au pouvoir politique.

Mais, comme le souligne Aziz Fall, du Grila (Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique) à Montréal, il le fit à contrecœur, sous la montée de pressions (revendications du FRODEBU de Melchior Ndadaye à l'intérieur, démocratisation en Afrique australe, exigences des bailleurs de fonds occidentaux).

« La population burundaise n'est pas demandeuse de démocratie », déclara-t-il dans un documentaire réalisé en 1991, à l'époque où il tentait déjà de donner à son pouvoir militaire un visage civil hutu. « La démocratie n'est pas adaptée aux valeurs culturelles du Burundi », a-t-il répété jeudi dernier. « L'Afrique et le monde ont relégué l'apartheid blanc aux poubelles de l'histoire mais Buyoya croit toujours que l'apartheid noir est bon », a commenté un Hutu du Burundi qui organisait des manifestations vendredi à Montréal et Ottawa pour réclamer l'isolement du régime putschiste.

Isolation de plus en plus claire et net depuis que, tour à tour, les États-Unis, le Canada, la France et l'Allemagne ont gelé leur aide, que l'ONU et l'OUA ont relancé les projets d'envoi d'une force de paix, et que l'Afrique du Sud, le Zaïre, la Tanzanie, voire l'Ouganda pourtant proche du régime FPR au Rwanda, ont condamné le coup d'État. Un nouveau sommet régional est prévu mercredi à Arusha, où fut décidé le 25 juin l'envoi de la force de paix, détonateur du putsch.

Envoyé spécial de l'ONU, le diplomate canadien Marc Faguy a dit sur les ondes de CBC-Radio avoir rencontré Buyoya pour lui dire que son coup de force « était une erreur ». « Le pays compte 85 % de Hutus et la violence va empirer », a-t-il ajouté. Sous-secrétaire général de l'ONU chargé du maintien de la paix, Kofi Annan, du Ghana, déclarait sur CNN : « Je viens d'un pays qui a connu des putschs et ce qui s'est passé au Burundi, c'est un putsch ».

Coincidence ? Un rapport longtemps attendu sur le putsch « manqué » d'octobre 1993 où le président Ndadaye, le gros de son cabinet et l'état-major du FRODEBU furent assassinés, serait enfin

prêt. Mais, dit-on à l'ONU, « on hésite à le publier parce qu'il nomme plusieurs chefs militaires et dirigeants tutsis de l'entourage de Buyoya qui furent responsables des tueries de 1993, ce qui risque de déclencher une nouvelle ronde de représailles sanglantes ».

Le président Sylvestre Ntibantunganya, qui se considère toujours comme chef de l'État légitime, et des ministres et leaders hutus, restent sous la protection d'ambassades occidentales à Bujumbura. Léonard Nyangoma, ancien ministre de la Défense hutu qui dirige les FDD (Forces pour la défense de la démocratie), a appelé hier les Burundais à « ne pas tomber dans le piège des putschistes qui ne souhaitent qu'une chose : que vous vous entre-tuez ».

Mais le coup d'État a poussé la polarisation ethno-politique à un point extrême. Buyoya mobilise des milices tutsies dans Bujumbura et les autres villes, alors que des Hutus affichent ouvertement leur sympathie pour Nyangoma. En outre le transfert de population en cours depuis octobre 1993, sur fond de « purification ethnique » et de massacres, s'accroît, et le Burundi se voit menacé à terme d'une partition fait.

# Économie

## Les exportations devraient donner un nouveau souffle à l'économie

Presse Canadienne  
TORONTO

Après une brève période de somnolence, les exportations canadiennes reprennent de la vigueur et insufflent un peu d'air frais au reste de l'économie moribonde, estime un bulletin économique de la Banque Royale qui sera diffusé aujourd'hui.

Les exportations réelles, qui ont alimenté la croissance économique au cours des dernières années, ont chuté de 6,1 % au premier trimestre de 1996.

ble, conjugué à la croissance rapide de l'économie américaine, devraient fournir l'électrochoc nécessaire à la reprise.

Selon l'auteur du rapport de la Banque Royale, l'économiste John

Anania, « les exportations vont reprendre du poil de la bête au cours du second trimestre. Bien qu'elles devraient demeurer robustes, elles commenceront à décliner aux troisième et quatrième trimestres. »

Les secteurs de l'automobile et de la machinerie industrielle mènent la charge, sous la poussée des compagnies américaines qui doivent regarnir leur inventaire, estime-t-il. On s'attend à ce que l'économie américaine maintienne le cap, cette année, avec un taux de croissance annuelle de 2,4 %.

Les acheteurs américains devraient lorgner au nord de la fron-

tière, attirés par un dollar canadien qui s'est échangé vendredi à 72,73 cents US, contre 75,32 cents US en octobre dernier.

Toutefois, la croissance de l'économie canadienne sera minée par les compressions gouvernementales et l'inquiétude des consommateurs provoquée par un douloureux taux de chômage.

La Banque Royale prédit un taux de croissance de 1,6 % en 1996.

D'autres économistes opinent dans la même direction.

« Nos prévisions sont très semblables, soutient un économiste du Canada Trust, Patti Croft. Avec

le redressement de l'économie américaine, nous retrouvons une économie à deux vitesses, avec des exportations qui tirent de l'avant mais une économie intérieure assombrie par la situation de l'emploi. » Pour M. Anania, la reprise dans la dépense des consommateurs constatée lors du premier trimestre tire déjà à sa fin, alors que la perspective d'une hausse du salaire réel est presque inexistant.

En conséquence, le taux de chômage ne risque guère de s'améliorer cette année, avec un résultat prévu de 9,6 % en 1996 et 9,2 % l'an prochain.

## Roussel Uclaf à l'heure d'Hoechst

ROUSSEL / Suite de la page B 1

Hoechst Marion-Roussel, qui vise le leadership mondial dans le médicament d'ici à l'an 2000, doit impérativement lancer de nouveaux produits dans les toutes prochaines années. Sa réussite dépendra de sa capacité à remplir cet objectif. C'est pour y répondre qu'une importante rationalisation des programmes de recherche-développement a été mise en oeuvre.

Pour Roussel-Uclaf, elle s'est traduite par la focalisation de ses efforts sur deux domaines principaux : l'infectiologie et les maladies de l'os (en collaboration avec le centre de Kawagoe au Japon). Et l'abandon de ses travaux dans l'immunologie et l'endocrinologie, qui faisaient suite à deux précédents arrêts de programmes au profit de Hoechst, dans le cardio-vasculaire et le système nerveux central.

Dans ce nouvel environnement recherche et développement, le groupe poursuit la conclusion d'alliances susceptibles d'améliorer ses résultats. En début d'année, il y a signé un accord avec Wyeth-Ayerst pour le développement et l'exploitation commune d'une molécule issue de sa proche recherche, la trimégostone, dans les indications de traitement de la ménopause. Un partenariat a également été conclu avec l'américain Ariad de Boston, pour la découverte de nouvelles molécules dans l'ostéoporose. Un autre avec Warner Lambert pour le développement de la milaméline en neurobiologie.

Avec un budget de recherche-développement de moins de 500 millions cette année, Roussel-Uclaf reste pourtant un pôle de recherche significatif pour HMR, mais avec une vision à long terme différente. Les décisions de recherche étaient communes depuis longtemps avec Hoechst. Aujourd'hui, au lieu d'être bipartites, elles sont devenues tripartites », explique Jean-Pierre Godard, convaincu de la justesse de ses choix. Son objectif étant de rééquilibrer le potentiel de recherche du groupe, actuellement à 90 % en Europe, vers les États-Unis et d'atteindre un ratio 60/40. « Même sans l'acquisition de Marion, Roussel avait des rendez-vous à honorer », ajoute-t-il sans plus de précision.

### Le New Jersey

Selon lui, la capacité de recherche et d'innovation de Roussel-Uclaf ne pourra que profiter de la nouvelle organisation et surtout de la création du nouveau centre de HMR, à Bridgewater dans le New Jersey.

Considéré comme la capitale pharmaceutique des États-Unis, cet État offre au groupe allemand une grande proximité avec les redoutables responsables de la Food & Drug Administration, qui décident de la vie ou de la mort des produits pharmaceutiques sur leur territoire.

Le groupe français poursuivra toutefois les développements sur des produits avancés, comme la trimégostone (ostéoporose), la milaméline (Alzheimer), la lévofloxacine (antibiothérapie) ou le béraprost (cardio-vasculaire). En revanche, la coordination du développement du kétolide (antibiothérapie) et de l'antiandrogène topique (endocrinologie) sera prise en charge par le centre aux États-Unis.

D'autres opérations de fusion devraient intervenir pour regrouper les activités de Hoechst, Marion et Roussel. Ce nouvel ensemble détiendrait 3 % du marché pharmaceutique et figurerait au 7<sup>e</sup> rang des laboratoires locaux. L'objectif à terme, sera d'atteindre la 5<sup>e</sup> place avec 5 % de part de marché.

## Acquisition de Trust Royal

Le Trust Royal a conclu une entente de principe, sous réserve de la négociation d'un contrat définitif, visant à acquérir les opérations de caisses de retraite et de garde de titres de la Banque et Fiducie TD.

En vertu des modalités de l'entente, le Trust Royal obtiendra un actif sous gestion additionnel d'environ 47 milliards CAN.

La vente ne comprend pas les services de tenue de registres ni de garde de titres associés aux Fonds mutuels Ligne Verte ou au propre régime de retraite de la Banque TD.

La conclusion de l'entente est prévue pour le 23 août 1996.

Aidez-nous à prouver que la plume peut triompher du scalpel. Ils sont près d'un million de Québécois et de Québécoises à compter sur votre geste.

Composez le 1 800 335-6175 dès aujourd'hui.

La Société d'Arthrite, 2155, rue Guy, bureau 1120, Montréal (Québec) H3H 2R9

LA SOCIÉTÉ D'ARTHRITE  
DONNEZ... une lueur d'ESPOIR

**PROPOSITIONS D'AFFAIRES**

**710 OCCASIONS D'AFFAIRES**  
ACHETERAIS entreprise reliée à la vente d'équipement de construction de préférence avec report de dette prospect. Tel. Fax & Ed. 1 (519) 623-4347

**714 FRANCHISES**  
TERMINAUX publics internet site de choix concept unique 352 3600

**718 ARGENT À PRÊTER OU DEMANDE**  
PRÊTER votre argent 7 à 17 % Prêtbec cfr M. Paiement 437 5409

**SOCIÉTÉ POUR LES ENFANTS HANDICAPÉS DU QUÉBEC**

**AVIS**

**PRENEZ AVIS** que la compagnie COMMERCE VCI INC./ VCI TRADING INC demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre Mtl 22 juil 1996 Yang-Jeh Shin administrateur

**PRENEZ AVIS** que la compagnie INCONTINENCE ET BIOFEEDBACK URODYNA MIQUE INC demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre Mtl 26 juil 1996 Dawn O'Neil S.E.N.C.

**PRENEZ AVIS** que la compagnie GALERIE DU LOU VRE INC demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre Mtl 4 juil 1996

**PRENEZ AVIS** que la compagnie CLAUDE MORIN INC demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre Laval 29 juil 1996 Claude Morin président

La Presse

## MARCHÉ AUX PUCES

**VENDEZ DE TOUT**

**3 lignes d'annonces 7 jours consécutifs pour seulement 24,99 \$ + taxes**

(8,33 \$ par ligne additionnelle) Le Marché aux puces ne s'adresse qu'aux particuliers et exclut les annonces concernant l'immobilier, les services, les véhicules motorisés et les animaux. Vu les conditions particulières de cette offre, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut d'autre part se prévaloir du privilège d'annulation en tout temps à partir de la première parution, mais une telle annulation n'altère en rien la facturation qui s'établira obligatoirement sur 7 jours de publication.

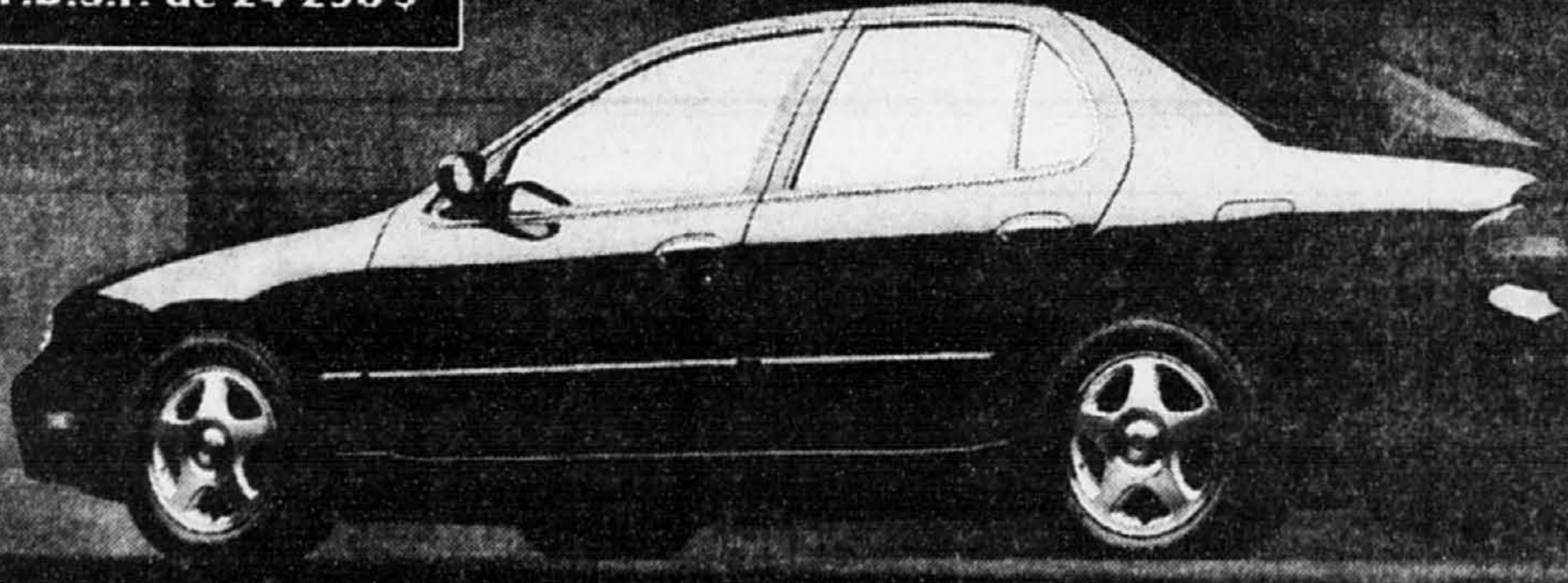
**Annonces classées 285-7111**  
Appels interurbains sans frais : 1 800 361-5013

**NISSAN** IL EST TEMPS D'EXIGER PLUS D'UN FABRICANT AUTOMOBILE

# « J'AI CHANGÉ D'IDÉE, JE LOUE UNE ALTIMA. »

L'ALTIMA GXE 1996 DE NISSAN

**299 \$ par mois\***  
location de 36 mois  
versement initial de 1 500 \$  
boîte automatique  
P.D.S.F. de 24 298 \$



Le tout-puissant institut J.D. Power et Associés, véritable bible du monde automobile, a décerné le titre de « Meilleure nouvelle voiture intermédiaire des États-Unis » à l'Altima 1996 de Nissan pour sa qualité initiale. Moteur 2,4 litres avec 16 soupapes développant 150 chevaux, direction passive assistée aux quatre roues, transmission automatique, verrouillage des portes et vitres électriques, climatiseur, radiocassette stéréo AM/FM avec 4 haut-parleurs, antenne électrique, essuie-glace à balayage intermittent, régulateur de vitesse, finition en simili bois, volant inclinable, deux coussins gonflables, poutres de renforts latérales en acier... inutile d'y penser à deux fois avant de la louer.

**NISSAN OFFRE LA MEILLEURE GARANTIE DE L'INDUSTRIE SUR UNE GAMME COMPLÈTE DE VÉHICULES.**  
Garantie de 5 ans / 100 000 km sans franchise sur les principaux composants • Garantie de 8 ans / 130 000 km sur certains composants du dispositif antipollution • Garantie de 5 ans contre la perforation avec kilométrage illimité • Garantie intégrale du véhicule de 3 ans / 80 000 km sans franchise • Assistance-dépannage 24 heures sans frais pendant 3 ans partout au Canada et aux États-Unis. Pour plus d'informations, composez le 1 800 387-0122.

IL EST TEMPS D'EXIGER PLUS D'UN CONCESSIONNAIRE AUTOMOBILE

**NISSAN**

**MOT MYSTÈRE**

ASTRONOMIE — Un mot de 7 lettres

ET T E N U L E X O N I U Q E  
A M A S D E E R U L E V E H C  
G U A E N N A S R M C C O A  
E B R O X U A E M E G A U C L  
E E B O L G D L R R N P R A P  
A E L E R T I Y A A O E A S A  
O A T A P E R V M L C L O S L  
H O Y C L I I L E U B L U I A  
A O R E A T A U B E S A B N G  
N O I T E L P E D T L R Y I E  
T R E R M I R O I R A A A E V  
A T O A I A B C L T A C H E R  
R S X M V G E R I E R L I O N  
E E N O E O E O N U I T M E E  
S O N D E R N L X E S A H P L

ACRUX    CAPELLA    GRUE    NOVAE  
AIRY    CARENE    HALE    NUIT  
ALBEDO    CASSINI    HALO    OORT  
ALMANACH    CHEVELURE    LACTEE    ORBE  
AMAS    CIEL    LALANDE    PHASE  
AMOR    COUPOLE    LAPLACE    POLE  
ANNEAU    DEPLETION    LIBRATION    RAYON  
ANTARES    EPI    LION    RIGEL  
ARIEL    EQUINOXE    LUNE    ROMER  
AUBE    EST    LUNETTE    SOLSTICE  
AURORE    GEMEAUX    MARS    SONDE  
AXE    GLOBE    MIROIR    TACHE  
BAYER    G.M.T.    NADIR    VEGA  
BODE    GRAVITER    NOVA

Solution du dernier problème : **ABBÉ**

Les gens avisés lisent les petits caractères et boitent leur ceinture de sécurité. \*Offre valable pour un temps limité et sous réserve d'approbation du crédit par Nissan Canada Finance Inc. Location spéciale • Sans Saucis. Location de 36 mois pour une Altima GXE 1996 (modèle T4R76 AEO) avec 1 500 \$ composant de échange équivalent Altima GXE illustrée avec ensemble Tourisme disponible moyennant un supplément. Premier versement et dépôt de garantie exigé à la signature de l'entente de location. Possibilité de se prévaloir de l'option d'achat à la fin du bail pour 12 915,76 \$. Kilométrage limité. Transport, préparation, immatriculation, assurance et taxes en sus. \*\*L'Altima de base est la plus grande des automobiles de catégorie intermédiaire dont le prix moyen est inférieur à 20 000 \$US. L'étude sur la qualité initiée de J.D. Power et Associés est basée sur les réponses de 31 591 consommateurs américains et porte sur les problèmes signalés dans les 90 premiers jours d'utilisation. Les concessionnaires peuvent louer à prix moindre. Voyez votre concessionnaire Nissan pour tous les détails.

## Actualités

# La thèse de l'attentat est plus que jamais privilégiée

Associated Press  
EAST MORICHES, New York

Dix jours après l'explosion en vol du Boeing de la TWA, l'hypothèse d'un attentat est plus que jamais privilégiée : une source proche de l'enquête a révélé à l'Associated Press qu'une bombe logée dans la soute avant du Boeing de la TWA semblait être à l'origine de la déflagration.

Si les enquêteurs s'orientent à présent sur la piste d'une explosion d'origine criminelle, ils n'excluent pas totalement la possibilité d'un missile guidé ou d'un dysfonctionnement mécanique. Reste que de nouveaux éléments — non précisés — viendraient renforcer la thèse de l'attentat.

On sait à présent que l'avion « a volé sans sa partie avant pendant 10 à 11 secondes » à la suite de l'explosion, qui a dévasté le cockpit de pilotage et la cabine de première classe, avant de s'embraser à quelque 16 km au large des côtes de Long Island.

Le souffle de l'explosion a apparemment projeté plusieurs passagers de première clas-

se hors de l'appareil disloqué, ajoutait-on de même source, sous couvert de l'anonymat, en soulignant que cette catastrophe « présente de nombreuses similitudes avec celle du vol 103 de la PanAm » en 1988 au-dessus de Lockerbie, en Écosse.

Si la thèse d'un engin dissimulé à l'avant de l'appareil se vérifiait, elle expliquerait la coupure soudaine constatée dans les enregistrements du vol 800 11 minutes et demie après le décollage de l'aéroport Kennedy de New York. L'appareillage électrique du Boeing 747 est en effet situé devant la soute avant.

Alors que les enregistrements étaient déjà coupés, les radars avaient pu suivre l'appareil ou une partie de celui-ci durant 41 secondes avant qu'il ne disparaisse des écrans.

Il apparaît aujourd'hui que l'avion s'est disloqué à 13 700 pieds (4175 mètres) et que ses réacteurs ont continué de fonctionner alors qu'il perdait de l'altitude. Le carburant enflammé aurait ensuite transformé le Boeing ou la principale partie de l'appareil en une véritable « boule de feu ».

Des témoins oculaires ayant fait état de traces lumineuses dans le ciel au moment de l'explosion. Le FBI poursuit ses recherches sur un éventuel tir de missile. Les boîtes noires doivent ainsi être soumises à d'autres analyses à Washington et comparées à d'autres enregistrements de vol.

Les équipes de recherches toujours à pied d'oeuvre dans la zone d'impact ont de leur côté ramené à la surface un morceau de l'aile droite de l'avion, d'une taille de 4,6 mètres sur 1,2 mètre. Les secouristes espéraient pouvoir trouver de nouveaux corps en remontant cette partie importante de l'appareil, mais leurs efforts se sont révélés vains.

« Est-ce que nous gardons espoir de les retrouver tous ? Honnêtement, la réponse est non », a concédé Robert Francis, vice-président de la Commission nationale sur la sécurité des transports. Selon lui, « il est rare de retrouver 100 pour cent des corps dans ce genre de situation ».

Les plongeurs ont jusqu'ici repêché 150 cadavres, dont 146 ont été identifiés.

Le secrétaire général de la Maison-Blan-

che, Leon Panetta, a pour sa part déclaré sur les ondes du réseau ABC que les enquêteurs s'orientent vers la thèse d'une bombe ou d'un missile.

L'hypothèse d'un problème mécanique est de moins en moins probable, a-t-il ajouté.

« La deuxième était celle d'une explosion à bord, d'un engin explosif, et la troisième celle d'une collision en plein ciel, d'une sorte de missile, de l'implication d'une force extérieure », a-t-il ajouté.

Lors d'un point de presse, Robert Francis, a pour sa part refusé de répondre à une question sur l'hypothèse émise selon laquelle l'explosion était due à une bombe placée à l'avant du Boeing.

Les enquêteurs ont examiné hier la disposition des débris de l'avion au fond de l'océan dans l'espoir de reconstituer la façon dont l'avion a explosé.

Robert Francis a déclaré qu'un amas de débris provenant de l'avant du Boeing se trouvaient à deux kilomètres au sud-ouest d'une zone où ont été retrouvés des morceaux du milieu et de l'arrière de l'appareil.

## CHEZ SEARS, DÉJOUÉZ LA TPST†



**OU, AVEC LA CARTE SEARS, NE PAYEZ RIEN AVANT 1997\* SUR TOUS LES ASPIRATEURS††, GROS ÉLECTROMÉNAGERS, MACHINES À COUDRE, CERTAINS APPAREILS ÉLECTRONIQUES, MEUBLES††, ENS. DE MATELAS ET TAPIS DÉCORATIFS**



**Rien que 799<sup>99</sup>**  
RÉFRIGÉRATEUR  
17.7 PI. CU

Modèle à congélateur au haut, 2 tablettes réglables pleine largeur en porte-à-faux, 2 bacs à fruits/légumes à contrôle d'humidité.

Blanc. N° 62911.

Ton amande aussi disponible

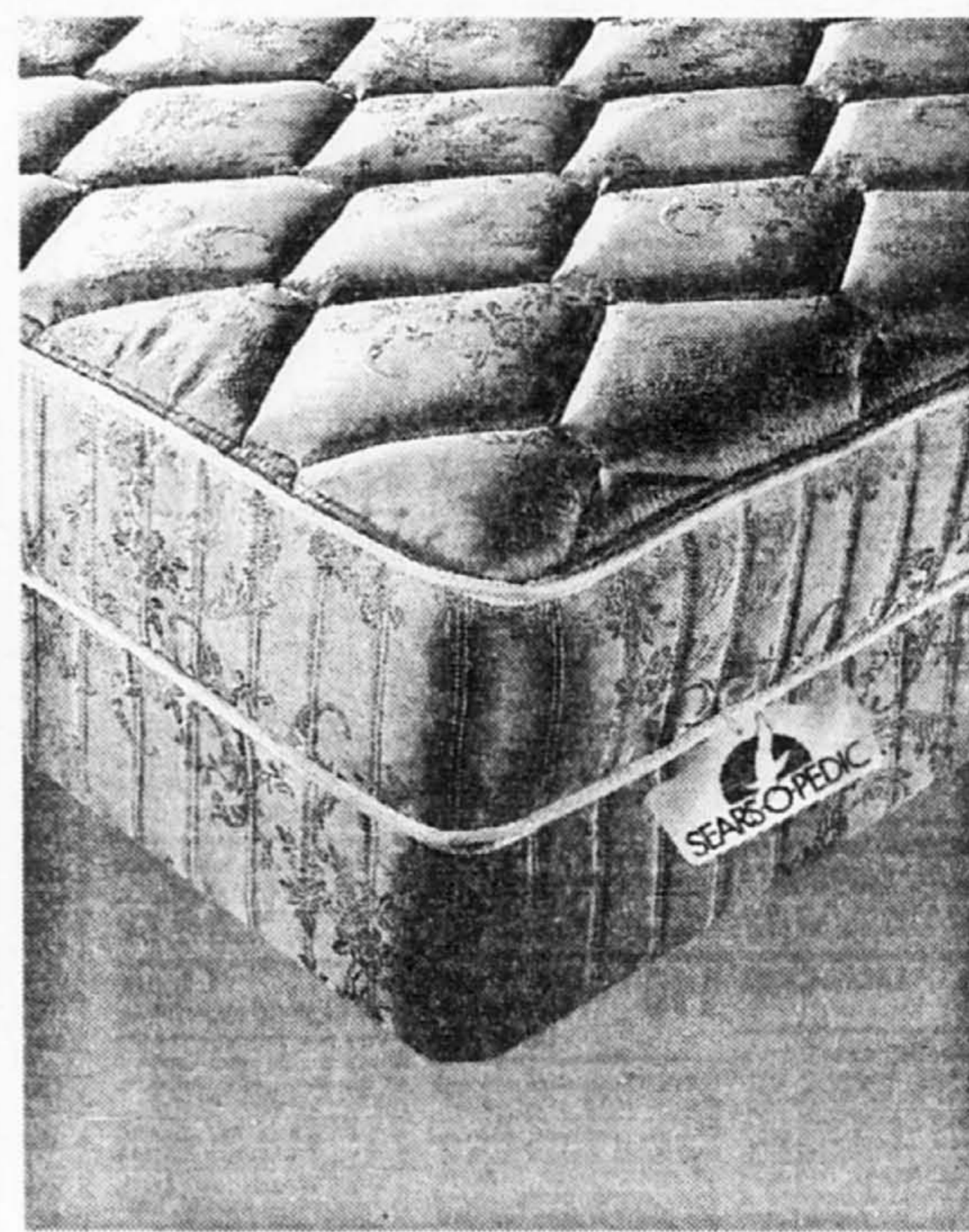


RCA

**Rien que 699<sup>99</sup>**  
TÉLÉVISEUR COLORTRAK  
PLUSMC 27"

En exclusivité chez Sears! Moniteur stéréo, filtre poigne, système à image dans l'image et télécommande universelle.

N° 14447.



**Rabais 50%**  
ENS. DE MATELAS 'SAVANA II'  
À RESSORTS ENSACHÉS

Ens. faits au Canada. À support moyen ou très ferme. 1 pl., 2 pl., G 2 pl. Série N° 71980.

Sears ord. 1499,98-1999,98. Ens...

**71999.97999**

**PAS D'INTERVENTION D'UN TIERS POUR LE CRÉDIT PAS D'ACOMPTÉ PAS D'ACHAT MINIMUM PAS DE TAXES À PAYER À L'AVANCE**

\*Sears déduira de votre achat un montant équivalent à la TPS. L'offre s'applique à la marchandise en stock seulement dans les magasins Sears et ne s'applique pas aux frais de livraison, d'installation, de paiement différé ou de contrat d'entretien. Offre en vigueur jusqu'au dimanche 4 août 1996.

†Rien à payer avant janvier 1997, sur approbation du service du crédit, avec la carte Sears. 35\$ de frais de paiement différé. Offre en vigueur jusqu'au dimanche 4 août 1996. Renseignez-vous. Ces offres ne peuvent être combinées et ne s'appliquent pas aux achats sur catalogue ni aux articles des Centres de liquidation.

††Sauf les aspirateurs d'ateliers, meubles de patio et pour bébé.

## UNE SEMAINE SEULEMENT!

DES MARQUES DE CHOIX... À VOTRE MAGASIN DE CONFIANCE<sup>MC</sup>

### Parité des prix garantie

Au Centre Multimarques<sup>MC</sup> Sears, nous alignerons nos prix sur les prix annoncés de tout concurrent pour chaque produit de marque identique que nous vendons. Il vous suffit d'apporter l'annonce en cours du concurrent à notre magasin, moins de 30 jours après la date d'achat, et Sears honorera sa garantie. Il y a des restrictions. Renseignez-vous au magasin.

**Centre SEARS**  
**Multimarques<sup>MC</sup>**

Dans la plupart de nos magasins

### Satisfaction garantie

Aucune excuse ou hésitation... nous garantissons que vous serez totalement satisfaits. **Le service est très important!** Que la garantie du produit soit expirée ou non, le service après-vente de Sears demeure assuré dans tout le pays.

ÇA, C'EST SEARS AUJOURD'HUI  
EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 4 AOÛT 1996

**SEARS**  
Attendez-vous à plus





# Indonésie : violences et politique

BERNARD ESTRADÉ,  
de l'Agence France-Presse,  
DJAKARTA

Djakarta a connu ce week-end des violences sans précédent depuis un quart de siècle provoquées par la tentative des autorités, un an avant des élections décisives, d'écarter de la scène politique Megawati Soekarnoputri, fille du premier président indonésien Ahmed Soekarno.

La prise d'assaut du siège du Parti démocratique indonésien (PDI) occupé et transformé depuis cinq semaines en forum d'expression libre par ses partisans, a été le détonateur des affrontements qui opposaient hier encore manifestants, en général des hommes jeunes, aux forces de police et à l'armée lourdement équipées.

Des heurts sporadiques étaient toujours signalés hier à la tombée de la nuit dans le centre de Djakarta, ville de 10 millions d'habitants, alors que le bilan des affrontements

était établi de source officielle à deux morts et 26 blessés.

Un responsable du PDI avait parlé samedi de 85 blessés, dont 35 hospitalisés grièvement atteints et deux qui se trouvaient dans le coma. Plus d'une centaine de manifestants ont été appréhendés.

La décision de lancer l'assaut illustre l'impasse dans laquelle se trouvait le processus engagé depuis plusieurs semaines par les autorités pour écarter de la vie publique celle qui est devenue le symbole de l'opposition. Megawati Soekarno-

putri est aussi, estime-t-on généralement, la seule personnalité indonésienne à pouvoir constituer une opposante crédible au président Suharto aux prochaines présidentielles prévues pour 1998.

Il est admis que celui-ci, âgé de 75 ans et éprouvé par le décès au début de l'année de son épouse, se représentera pour un septième mandat de 5 ans. « C'est toute la question de la succession qui se joue dans la rue », a estimé hier sous le couvert de l'anonymat un diplomate occidental.

Megawati Soekarnoputri, 48 ans, a en effet hérité du prestige de son père, écarté du pouvoir par Suharto en 1965 à la suite de la répression, selon les autorités, d'une tentative de coup d'État d'inspiration communiste.

Sa vision de l'avenir de l'Indonésie, quatrième pays au monde par la population et puissance économique émergente, n'a rien de révolutionnaire et passe par le res-

pect des institutions en place. « C'est mon père qui a mis cette Constitution en place, confiait-elle récemment, vous ne pensez tout de même pas que je vais la changer ».

En revanche, Mme Soekarnoputri souhaite, si elle accède au pouvoir, plus de participation et de démocratie dans la vie politique. Elle souligne aussi la nécessité d'une meilleure répartition de la richesse dans un pays où l'écart entre riches et pauvres est l'un des pires d'Asie et continue à s'accroître.

Ces deux sont bien reçus parmi les « classes moyennes » dont les conditions matérielles de vie se sont améliorées mais qui vivent sous un système politique resté autoritaire, paternaliste et marqué par le clientélisme.

Les règles de la vie politique indonésienne font que pour y jouer un rôle quelconque, et être candidat à une fonction élective, chef de l'État compris, il faut être présenté par l'un des trois partis autorisés.

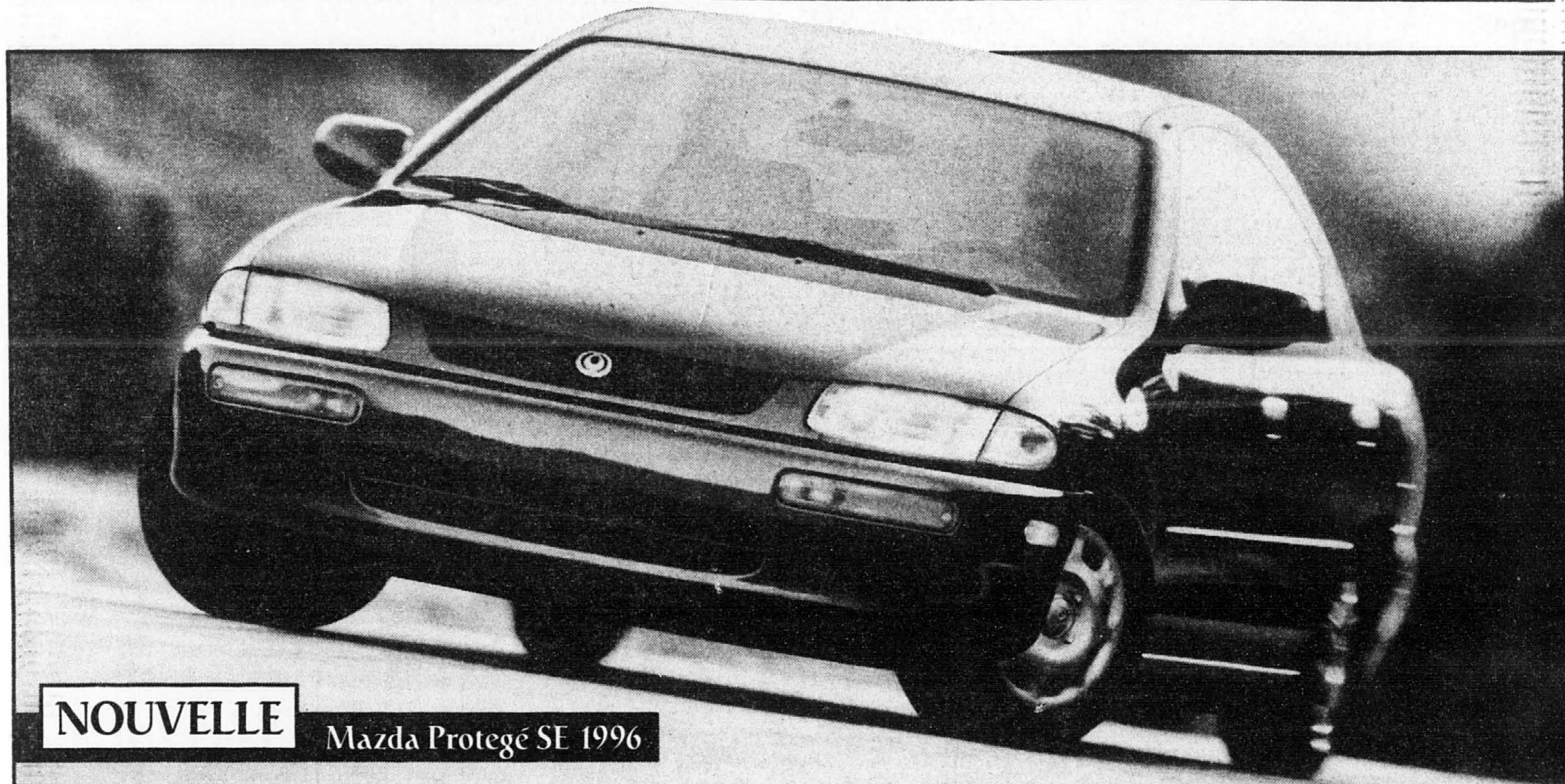
Dans cette perspective, retirer la présidence du PDI à Megawati Soekarnoputri s'imposait.

Après des mois d'escarmouches, les autorités, les militaires surtout, ont suscité à la mi-juin un congrès de dissidents qui a élu un autre président.

Ce « putsch » a été refusé par la majeure partie des militants, qui ont occupé les sièges du mouvement pour y organiser des forums de libre discussion, autant de défis pour les autorités.

Dans le même temps, Mme Soekarnoputri recevait le soutien de la plupart des ONG, des syndicats libres (illégaux), ainsi que de la principale organisation musulmane du pays et, en général, de tout ce qui peut apparaître comme dans l'opposition.

Mme Soekarnoputri a été reçue cette semaine par Joan Spero, sous-secrétaire d'État américain à Djakarta à l'occasion des conférences annuelles de l'ASEAN.



NOUVELLE

Mazda Protegé SE 1996

## TOUT CE QUI EST PETIT, C'EST LE PRIX.

La toute nouvelle Mazda Protegé SE vous offre le meilleur rapport qualité-prix sur le marché.

Remarquez ce que vous obtenez comme équipement standard : siège arrière rabattable 60-40, volant inclinable, essuie-glace à balayage intermittent et radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassette et 4 haut-parleurs.

Côté mécanique ? Un moteur nerveux de 1,5 litre à 16 soupapes DACT et direction assistée - elle tourne sur un 10 €!

- suspension arrière à double bras trapézoïdal brevetée et barre stabilisatrice avant.

Et non seulement il s'agit de la voiture la plus spacieuse de sa catégorie... non seulement elle est économique à l'achat... mais de plus, elle est fiable et consomme très peu d'essence.

Voyez la nouvelle Protegé SE chez votre concessionnaire Mazda. Une voiture de qualité. Faites pour durer !

Seulement 1 400 \$ d'acompte.

LOCATION **179\$\***  
par mois / 24 mois  
ou 13 895\$

Les concessionnaires Mazda du Québec



EMPORTE-MOI

LOCATION  
Personnalisée  
MAZDA